

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204154]

**15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la reconnaissance et au subventionnement structurel des associations environnementales et modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, les articles D.28-1, D.28-7, D.28-9 à D.28-18, insérés par le décret du 23 janvier 2014;

Vu la partie réglementaire du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 mars 2014;

Vu l'avis de la cellule autonome de développement durable rendu le 13 mars 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mars 2014;

Vu l'avis 55.896/4 de la section législation du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, du Ministre du Développement durable et du Ministre des Travaux publics, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article R.35, alinéa 1<sup>er</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, les mots « l'article 29 » sont remplacés par les mots « l'article D.28-1 ».

**Art. 2.** L'article R.41 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.40-1. Le comité d'accompagnement est chargé dans le cadre de sa mission :

1<sup>o</sup> de remettre un avis au Ministre sur les demandes, les retraits et les renouvellements d'agrément;

2<sup>o</sup> d'examiner les rapports annuels d'activités et comptables remis par les ASBL agréées;

3<sup>o</sup> d'assurer la cohérence et l'évaluation des activités dispensées par l'ensemble des C.R.I.E. en Région wallonne;

4<sup>o</sup> de remettre annuellement un rapport d'évaluation des activités dispensées par les C.R.I.E. au Ministre;

5<sup>o</sup> de formuler toute proposition au Ministre. »

**Art. 3.** Dans la partie III de la partie réglementaire du même Code, il est inséré un titre II/1 comportant les articles R.40-2 à R.40-25, rédigé comme suit :

« Titre II/1. — Reconnaissance et subventionnement structurel des associations environnementales

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

Art. R.40-2. Au sens du présent chapitre, on entend par :

1<sup>o</sup> administration : les services désignés par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions;

2<sup>o</sup> Ministre concerné : le Ministre qui a dans ses attributions une des thématiques environnementales pour laquelle une demande de subventionnement est introduite par l'association.

CHAPITRE II. — *Reconnaissance des associations en tant qu'associations environnementales*

Section 1<sup>re</sup>. — *Procédure de reconnaissance des associations*

Art. R.40-3. § 1<sup>er</sup>. La demande de reconnaissance ou la demande de reconnaissance conjointe est introduite au moyen du formulaire déterminé par le Ministre de l'Environnement.

§ 2. L'administration envoie sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande à l'association demanderesse ou aux associations ayant introduit une demande de reconnaissance conjointe dans un délai de trente jours à dater du jour qui suit celui de la réception de la demande.

La demande est incomplète s'il manque les éléments définis aux articles R.40-6 à R.40-9.

Lorsque la demande est déclarée incomplète, l'administration envoie aux demandeurs la liste des éléments manquants et précise le délai endéans lequel les documents manquants lui sont transmis, et ce, au maximum dans un délai de vingt jours à dater de l'envoi de la liste des éléments manquants.

Si le ou les demandeurs n'ont pas envoyé les éléments demandés dans le délai imparti, la demande est déclarée irrecevable.

Dans les trente jours à dater de la réception des éléments manquants, l'administration envoie sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande à l'association demanderesse ou aux associations ayant introduit une demande de reconnaissance conjointe.

§ 3. Un rapport est rédigé par l'administration et transmis au Gouvernement au plus tard dans un délai de nonante jours à dater du jour qui suit la date de l'envoi de la décision attestant du caractère complet et recevable de la demande. Le rapport comporte l'avis de l'administration sur la satisfaction des conditions visées aux articles D.28-5 à D.28-8 accompagné d'un projet de décision.

§ 4. Le Gouvernement envoie sa décision à l'association demanderesse ou aux associations ayant introduit une demande de reconnaissance conjointe dans un délai de cent-trente-cinq jours à dater du jour qui suit la date de l'envoi de la décision attestant du caractère complet et recevable de la demande.

§ 5. Si la décision n'est pas envoyée à l'association dans le délai prévu au paragraphe 4, la reconnaissance est réputée refusée.

Art. R.40-4. La reconnaissance est accordée à partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suit la date de notification.

Art. R.40-5. Au plus tard le 31 mars de la dernière année de reconnaissance, l'association introduit une demande de renouvellement à l'administration via le guichet unique visé à l'article D.28-10.

La demande de renouvellement comprend une actualisation des éléments visés aux articles R.40-6 à R.40-9. La procédure de renouvellement est celle prévue à l'article R.40-3.

*Section 2 — Contenu minimal de la demande de reconnaissance*

Art. R.40-6. La demande de reconnaissance ou la demande de reconnaissance conjointe visée à l'article D.28-9 comprend au minimum les éléments suivants pour chacune des associations demanderesse :

- 1° l'identification de la catégorie pour laquelle la demande de reconnaissance est introduite;
- 2° l'adresse du centre d'opération, et les coordonnées de l'association;
- 3° un bilan financier comprenant un tableau récapitulatif des recettes et des dépenses par poste des deux exercices civils précédents la demande de reconnaissance approuvés par les organes décisionnels de l'association;
- 4° une note présentant son objet principal et précisant les activités réalisées les trois dernières années d'activités et décrivant la manière dont l'association répond aux prescrits de l'article D 28-5, 1°, 2° et 4°;
- 5° une déclaration sur l'honneur attestant du respect de de l'article D.28-5, 3°;
- 6° le numéro de la police d'assurance en responsabilité civile couvrant l'ensemble des dommages pouvant résulter de son activité, de celui de son personnel ou de ses bénévoles.

Art. R.40-7. Pour être reconnue en tant que « Fédération ou Réseau », la demande de reconnaissance ou la demande de reconnaissance conjointe visée à l'article D.28-9 comprend les éléments complémentaires suivants :

- 1° la liste de ses associations membres ainsi que les conditions à remplir pour devenir membre;
- 2° la liste des services que l'association offre à ses membres;
- 3° un compte-rendu exhaustif des actions organisées lors des deux exercices civils précédents la demande tendant à la protection de l'environnement, à l'amélioration de l'état de l'environnement, à l'éducation à l'environnement et à la sensibilisation à l'environnement ouvertes à ses membres ou au public comprenant au minimum trente actions par an ainsi que de leur portée;
- 4° la liste des instances dans lesquelles elle représente ses membres.

Art. R.40-8. Pour être reconnue en tant qu'« Association régionale », la demande de reconnaissance visée à l'article D.28-9 comprend l'élément complémentaire suivant : un compte-rendu exhaustif des actions organisées lors des deux exercices civils précédents la demande pour ses membres ou le public comprenant au minimum 20 actions par an ainsi que de leur portée.

Art. R.40-9. Pour être reconnue en tant qu'« Association locale », la demande de reconnaissance ou la demande de reconnaissance conjointe visée à l'article D.28-9 comprend les éléments complémentaires suivants :

- 1° un compte-rendu exhaustif des actions organisées lors des deux exercices civils précédents la demande pour ses membres ou le public et comportant au minimum 5 actions par an ainsi que de leur portée;
- 2° une liste des communes sur lesquelles elle exerce ses activités.

*CHAPITRE III. — Subventionnement structurel  
des associations reconnues en tant qu'associations environnementales*

*Section 1<sup>re</sup>. — Procédure d'octroi et de refus du subventionnement*

Art. R.40-10. § 1<sup>er</sup>. La demande est introduite dans le courant du premier trimestre de l'année civile qui précède l'année de subventionnement au moyen du formulaire déterminé par le Ministre.

§ 2. L'administration envoie à l'association demanderesse sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de trente jours à dater du jour qui suit celui de la réception de la demande.

La demande est déclarée incomplète s'il manque les renseignements ou documents requis en vertu de l'article R.40-12.

Lorsque la demande est déclarée incomplète, l'administration envoie au demandeur la liste des éléments manquants et précise le délai endéans lequel les documents manquants lui sont transmis, et ce, au maximum dans un délai de vingt jours à dater de l'envoi de la liste des éléments manquants.

Si le demandeur n'a pas envoyé les éléments demandés dans le délai imparti, la demande est déclarée irrecevable.

Dans les trente jours à dater de la réception des éléments manquants, l'administration envoie sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande à l'association demanderesse.

§ 3. Un rapport relatif au subventionnement est rédigé par l'administration et transmis aux Ministres concernés par la demande au plus tard dans un délai de nonante jours à dater du jour qui suit la décision attestant du caractère complet et recevable de la demande. Le rapport comporte l'avis de l'administration fondé sur les critères définis à l'article D.28-11 accompagné d'un projet de décision.

§ 4. Chaque Ministre concerné notifie son avis au Ministre de l'Environnement pour la partie du montant du subventionnement sollicité ayant trait à une thématique environnementale entrant dans ses attributions. Le Ministre de l'Environnement envoie la décision sur la demande de subventionnement à l'association demanderesse dans un délai de cent-trente-cinq jours à dater du jour qui suit la décision attestant du caractère complet et recevable de la demande. Le Ministre de l'Environnement est tenu par les avis remis par les Ministres concernés pour la partie du subventionnement ayant trait à des thématiques environnementales relevant de leur compétence.

Les avis et la décision visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont motivés au regard des critères visés à l'article D.28-11.

§ 5. A défaut de l'envoi de la décision dans le délai prévu au paragraphe 4, l'association demanderesse peut adresser par envoi permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé au Ministre de l'Environnement une lettre de rappel.

A défaut de l'envoi d'une décision dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre de rappel, le subventionnement est censé refusé.

§ 6. La lettre de rappel contient les mentions suivantes :

- 1° le nom et l'adresse du demandeur;
- 2° les références du dossier;
- 3° le terme « rappel ».

Art. R.40-11. La subvention est accordée pour 3 ans à dater du 1<sup>er</sup> janvier suivant la notification de la décision dans la limite des crédits budgétaires.

*Section 2. — Contenu minimal de la demande de subventionnement*

Art. R.40-12. La demande d'octroi d'une subvention comprend :

1° un plan d'actions environnementales ou un plan d'actions environnementales coordonné comprenant au minimum les éléments suivants :

- a) les objectifs généraux et opérationnels que l'association se fixe pour la durée du subventionnement et la manière dont ceux-ci s'inscrivent dans la stratégie régionale de développement durable;
- b) les thématiques environnementales pour lesquelles une demande de subventionnement est sollicitée;

- c) l'identification du public visé par les activités présentées dans le plan d'action environnementales;
  - d) les stratégies et méthodologies que l'association entend mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés;
  - e) le programme d'activités pour les trois ans accompagné d'un argumentaire quant à la pertinence du projet d'actions en référence aux publics qu'elle vise et au contexte environnemental, territorial, social, socioculturel et, le cas échéant, économique dans lequel elle développe son projet;
  - f) la description et l'affectation des ressources logistiques, humaines et financières nécessaires à la réalisation des objectifs fixés par le programme d'activités;
  - g) le cas échéant, un rapport d'évaluation du plan d'actions environnementales échu réalisé préalablement;
  - h) des indicateurs de résultat;
- 2° le montant de la subvention sollicitée ventilé entre les différentes thématiques environnementales.

### Section 3. — Critères de subventionnement

Art. R.40-13. Dans la limite des crédits budgétaires, une subvention pluriannuelle forfaitaire d'une durée de trois ans est accordée à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile qui suit l'introduction de la demande de subventionnement à chaque association environnementale en fonction de son plan d'actions environnementales.

Le montant forfaitaire de la subvention constitue la somme des dépenses forfaitaires de personnel affecté aux missions acceptées dans le plan d'actions environnementales telles que fixées à l'article R.40-14 ainsi que des frais forfaitaires de fonctionnement y afférents tels que fixés à l'article R.40-15, lesquels ne peuvent excéder 25 % des dépenses de personnel éligibles.

Art. R.40-14. Les dépenses forfaitaires ne peuvent pas dépasser les montants fixés sur base de l'échelle barémique Région wallonne relative à la Commission paritaire 329.02. Les dépenses forfaitaires de personnel couvrent au maximum :

- 1° le salaire brut du personnel;
- 2° les charges de sécurité sociale patronale, ainsi que les charges relatives au pécule de vacances, à la prime de fin d'année, aux autres frais divers et aux autres obligations légales et conventionnelles relatives au personnel et aux frais de secrétariat social.

Art. R.40-15. Les frais forfaitaires de fonctionnement sont pris en considération quand ils permettent à l'association de couvrir les dépenses courantes nécessaires à l'accomplissement de ses missions, notamment :

- 1° les frais de déplacement si l'objet du déplacement est clairement précisé;
- 2° les frais inhérents aux connexions et aux consommations téléphoniques et Internet;
- 3° les frais de bureau liés à la réalisation des activités;
- 4° l'achat de matériel si son usage est lié à l'exercice des missions contenues dans le plan d'actions environnementales;
- 5° les frais de location d'immeuble ou de partie d'immeuble, en ce compris les charges locatives y afférentes s'ils résultent d'un contrat de bail en bonne et due forme;
- 6° les frais d'inscription à des colloques ou à des formations;
- 7° les frais d'honoraires si l'objet, la date, la périodicité de la prestation visée sont clairement identifiés;
- 8° les frais de communication, d'impression et de diffusion du document d'information.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, si le bâtiment sert à d'autres activités que celles qui sont financées par la subvention, les charges sont réparties soit en fonction du temps d'utilisation pour l'activité financée, soit en fonction de la surface requise pour celle-ci.

Art. R.40-16. Outre les frais de fonctionnement visés à l'article R. 40-15, l'amortissement de biens de type patrimonial qui ont une durée d'utilisation estimable de plus d'un an est admis au bénéfice de la subvention en qualité de frais de fonctionnement et calculé selon les règles suivantes :

- 1° dix ans pour le mobilier;
- 2° cinq ans pour le matériel de bureau;
- 3° trois ans pour les logiciels informatiques.

## CHAPITRE IV. — Contrôle et évaluation

### Section 1<sup>re</sup>. — Contrôle

Art. R. 40-17. L'administration peut contrôler le respect des conditions de reconnaissance visées aux articles D.28-5 à D.28-7 par l'association environnementale.

Art. R. 40-18. § 1<sup>er</sup>. L'association transmet à l'administration, via le guichet unique visé à l'article D.28-10, au plus tard le 15 février des années N+1 et N+2, un rapport d'activités accompagné d'une déclaration de créance et d'un tableau récapitulatif des recettes et des dépenses par poste budgétaire permettant de justifier l'utilisation de la tranche écoulée.

§ 2. Le rapport annuel d'activités visé au paragraphe 1<sup>er</sup> se compose de trois parties :

- 1° la première partie est relative à l'identification de l'association;
- 2° la deuxième partie est relative aux activités réalisées pendant l'année considérée;
- 3° la troisième partie est relative aux thématiques abordées par l'association ainsi que la réalisation des objectifs déterminés dans le plan d'actions environnementales.

Le rapport d'activités prend la forme du formulaire électronique déterminé par le Ministre auquel sont joints la déclaration de créance et un tableau récapitulatif des recettes et des dépenses par poste budgétaire. Le formulaire est complété et transmis à l'administration via le guichet unique visé à l'article D.28-10.

Dans le cas où le Ministre de l'Environnement ou son délégué estime que l'administration peut obtenir directement, auprès de sources authentiques au sens de l'article 2, 1° de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative, certaines données nécessaires à l'établissement du rapport d'activités, il dispense demandeur de les transmettre à l'administration.

Art. R.40-19. § 1<sup>er</sup>. L'association transmet à l'administration, via le Guichet unique, au plus tard le 31 mars de l'année suivant le terme de la subvention, un rapport général de mise en œuvre du plan d'actions environnementales ou du plan d'actions environnementales coordonné accompagné d'une déclaration de créance et d'un tableau récapitulatif des recettes et des dépenses par poste pour l'ensemble de la période du plan d'actions environnementales ou du plan d'actions environnementales coordonné.

§ 2. Le rapport général de mise en œuvre visé au paragraphe 1<sup>er</sup> se compose de six parties :

- 1° la première partie est relative à l'identification de l'association;
- 2° la deuxième partie est relative à une présentation des activités emblématiques réalisées par l'association;
- 3° la troisième partie est relative à l'auto-évaluation des résultats de l'association environnementale au regard des objectifs généraux et opérationnels et des indicateurs qu'elle s'était fixé pour la réalisation du plan d'actions environnementales;
- 4° la quatrième partie est relative aux destinataires des prestations de l'association ou publics-cible;
- 5° la cinquième partie est relative aux perspectives de développement de l'association;
- 6° la sixième partie est relative à l'inscription dans la stratégie régionale de développement durable.

Il prend la forme du formulaire électronique déterminé par l'administration. Il est complété et transmis à l'administration via le Guichet unique.

Dans le cas où le Ministre de l'Environnement ou son délégué estime que l'administration peut obtenir directement, auprès de sources authentiques au sens de l'article 2, 1<sup>o</sup>, de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative, certaines données nécessaires à l'établissement du rapport d'activités, il dispense le demandeur de les transmettre à l'administration.

§ 3. L'administration transmet à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique l'ensemble des données nécessaires à leurs missions fixées à l'article D.28-17.

#### Section 2. — Suspension et retrait de la reconnaissance et de la subvention

Art. R.40-20. § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'administration constate qu'une association ne respecte pas ou plus les conditions d'octroi de la reconnaissance ou du subventionnement, elle envoie un avertissement indiquant le délai endéans lequel elle a l'obligation de satisfaire aux conditions d'octroi de reconnaissance ou de subventionnement et sa décision, le cas échéant, de suspendre l'octroi de la subvention pendant le délai.

La suspension de l'octroi des subventions peut uniquement s'effectuer qu'après avoir donné la possibilité à l'association de faire valoir ses moyens de défense.

§ 2. Si à l'expiration du délai imparti l'association ne satisfait pas aux conditions d'octroi de la reconnaissance ou du subventionnement, l'administration informe l'association de la possibilité de retirer la reconnaissance ou le subventionnement. L'administration précise :

- 1° les motifs qui justifient la mesure envisagée;
- 2° les moyens dont l'association dispose pour exposer par écrit, ses moyens de défense, dans un délai de vingt jours à compter du jour de la réception de cette information, et qu'elle a, à cette occasion, le droit de demander à l'administration la présentation orale de sa défense.

L'administration transmet au Gouvernement une proposition de décision relative au retrait dans les trente jours à compter de l'expiration du délai visé au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ou à dater de la date d'audition. Le jour où l'administration envoie la proposition au Gouvernement, elle en avise l'association.

Dans les quarante-cinq jours de la réception de la proposition de décision de l'administration, le Gouvernement envoie sa décision à l'association.

A défaut d'envoi de la décision par le Gouvernement dans le délai prévu à l'alinéa 3, celle-ci est réputée conforme à la proposition de décision de l'administration si elle a été envoyée dans le délai prévu à l'alinéa 2 au Gouvernement. L'administration envoie à l'association la proposition de décision visée à l'alinéa 2.

A défaut d'envoi de la décision par le Gouvernement dans le délai prévu à l'alinéa 3 et si la proposition de décision de l'administration n'a pas été envoyée dans le délai prévu à l'alinéa 2, la décision de première instance est réputée confirmée.

#### CHAPITRE V. — Recours

Art. R. 40-21. § 1<sup>er</sup>. En cas de refus de reconnaissance, de refus total ou partiel de subventionnement, de retrait total ou partiel de subvention, de retrait de reconnaissance, un recours est ouvert à l'association demanderesse auprès du Gouvernement. A peine d'irrecevabilité, le recours est introduit dans un délai de 30 jours à dater du jour qui suit celui de

- 1° la réception de la décision visée à l'article R.40-3, § 5, à l'article R.40-10, § 4 et à l'article R.40-20, § 2, alinéa 3;
- 2° la réception de la décision envoyée dans un délai de trente jours à dater de la lettre de rappel prévue à l'article R.40-10, § 5;
- 3° la réception de la proposition de décision de l'administration visée à l'article R.40-20, § 2, alinéa 4;
- 4° l'expiration du délai imparti pour l'envoi de la décision prévue à l'article R.40-3, § 4, à l'article R.40-10, § 5, alinéa 2 et à l'article R.40-20, § 2, alinéa 5.

Le recours est envoyé au siège du comité d'accompagnement tel que défini par le Ministre de l'Environnement. Il précise les éléments sur lesquels l'association se fonde pour contester la décision et si l'association souhaite être entendue.

§ 2. Le comité d'accompagnement transmet, le cas échéant après audition de l'association demanderesse, dans un délai de soixante jours à dater de la réception du recours un rapport d'avis au Gouvernement. Le Gouvernement envoie sa décision dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception du rapport d'avis du comité d'accompagnement ou à l'expiration du délai imparti au comité d'accompagnement pour transmettre sa proposition de décision. Le délai de quarante-cinq jours est suspendu entre le 15 juillet et le 31 août inclus.

A défaut d'envoi de la décision dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la décision faisant l'objet du recours est confirmée.

#### CHAPITRE VI. — Comité d'accompagnement

Art R.40-22. L'appel public à candidature visé à l'article D.28-17, § 4, est publié par l'administration au *Moniteur belge*.

L'appel public à candidature précise les éléments suivants :

- 1° l'intitulé et l'objet du ou des mandats;
- 2° les incompatibilités;
- 3° le contenu de l'acte de candidature pour que ce dernier soit considéré comme complet;
- 4° l'adresse à laquelle l'acte de candidature est transmis;
- 5° le délai endéans lequel l'acte de candidature est envoyé pour être recevable.



CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. R.40-23. Sauf disposition contraire, l'envoi se fait :

- 1° soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;
- 2° soit par recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;
- 3° soit par le dépôt d'un acte contre récépissé;
- 4° soit par recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

Art. R.40-24. § 1<sup>er</sup>. Dans l'attente de la mise en place du guichet unique visé à l'article D.28-10, les demandes de reconnaissance et de subventionnement des associations environnementales ainsi que les rapports d'activités et rapports généraux de mise en œuvre des plan d'actions environnementales sont introduits à l'adresse suivante : DGO3 (Département du développement), chaussée de Louvain 14, à 5000 Namur.

L'association demanderesse introduit son dossier sous deux formats, d'une part, en format papier et d'autre part sous forme électronique via courrier électronique ou toutes voies numériques définies par l'administration.

§ 2. Dans l'attente de la mise en place du guichet unique, les délais de nonante jours mentionnés à l'article R.40-3, § 3, et à l'article R.40-10, § 3, sont portés à cent-cinquante jours. Les délais de cent-trente-cinq jours visés aux articles R.40-3, § 4 et R.40-10, § 4, sont portés à cent quatre-vingt jours.

Art. R.40-25. Le guichet unique entre en fonction au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2017. »

**Art. 4.** Lors de la première demande de reconnaissance en tant que Fédération ou réseau, l'association demanderesse peut introduire son dossier de demande en parallèle des demandes d'un minimum de trente de ses associations membres aux fins de se conformer aux préceptes de l'article D.28-6, 3.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Art. 6.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/204154]

**15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Anerkennung und die strukturelle Bezuschussung der Umweltvereinigungen und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der durch das Dekret vom 23. Januar 2014 eingefügten Artikel D.28-1, D.28-7 und D.28-9 bis D. 28-18;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des am 12. März 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 13. März 2014 abgegebenen Gutachtens der autonomen Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung;

Aufgrund des am 27. März 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 28. April 2014 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 55.896/4 der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität, des Ministers für nachhaltige Entwicklung und des Ministers für öffentliche Arbeiten, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel R.35 Absatz 1 von Buch I des Umweltgesetzbuches werden die Wörter "Artikel 29" durch "Artikel D.28-1" ersetzt.

**Art. 2** - Artikel R.41 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. R.40-1 - Der Begleitausschuss wird im Rahmen seiner Aufgabe damit beauftragt,

1° beim Minister Gutachten über die Zulassungsanträge, -entzüge und -erneuerungen abzugeben,

2° die von den zugelassenen VoG vorgelegten jährlichen Tätigkeitsberichte und Rechnungsberichte zu überprüfen,

3° für die Kohärenz der in sämtlichen "C.R.I.E." (regionalen Zentren für Umwelterziehung) in der Wallonischen Region geleisteten Dienste zu sorgen und Letztere zu bewerten,

4° dem Minister einen jährlichen Bewertungsbericht über die in den "C.R.I.E." geleisteten Dienste vorzulegen, und

5° dem Minister jeglichen Vorschlag zu unterbreiten."

**Art. 3** - In Teil III des verordnungsrechtlichen Teils desselben Gesetzbuches wird ein Titel II/1 eingefügt, der die Artikel R.40-2 bis R.40-25 mit folgendem Wortlaut umfasst:

"Titel II/1 — Anerkennung und strukturelle Bezuschussung der Umweltvereinigungen

#### KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Art. R.40-2 - Im Sinne dieses Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: die vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, bezeichneten Dienststellen;

2° betroffener Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich eins der Umweltthemen gehört, für die ein Zuschussantrag von einer Vereinigung eingebracht wird.

#### KAPITEL II — Anerkennung von Vereinigungen als Umweltvereinigungen

##### Abschnitt 1 — Verfahren zur Anerkennung der Vereinigungen

Art. R.40-3 - § 1. Der Antrag auf Anerkennung bzw. gegenseitige Anerkennung wird mit Hilfe des vom Minister für Umwelt festgelegten Formulars eingereicht.

§ 2. Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag, der auf den des Antragseingangs folgt, stellt die Verwaltung der antragstellenden Vereinigung bzw. den Vereinigungen, die einen Antrag auf gegenseitige Anerkennung gestellt haben, ihre Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu.

Der Antrag ist unvollständig, wenn die in Art. R.40-6 bis R.40-9 angeführten Elemente fehlen.

Wird der Antrag für unvollständig erklärt, so sendet die Verwaltung den Antragstellern eine Liste der fehlenden Elemente zu und bestimmt die Frist, innerhalb deren ihr die fehlenden Unterlagen zu übermitteln sind, und die zwanzig Tage ab Zusendung der vorgenannten Liste nicht überschreiten darf.

Wenn der bzw. die Antragsteller es unterlassen, die erforderlichen Elemente innerhalb der eingeräumten Frist zu schicken, wird der Antrag für unzulässig erklärt.

Binnen dreißig Tagen nach Eingang der fehlenden Elemente stellt die Verwaltung der antragstellenden Vereinigung bzw. den Vereinigungen, die einen Antrag auf gegenseitige Anerkennung gestellt haben, ihre Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu.

§ 3. Die Verwaltung verfasst einen Bericht und übermittelt ihn der Regierung spätestens nach einer Frist von neunzig Tagen ab demjenigen, der auf den Tag der Zustellung der Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags folgt. Der Bericht enthält das Gutachten der Verwaltung über die Erfüllung der in Art. D.28-5 bis D.28-8 dargelegten Bedingungen und einen Beschlussentwurf.

§ 4. Innerhalb einer Frist von hundertfünfunddreißig Tagen ab dem Tag, der auf den der Zusendung der Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags folgt, stellt die Regierung der antragstellenden Vereinigung bzw. den Vereinigungen, die einen Antrag auf gegenseitige Anerkennung eingereicht haben, ihren Beschluss zu.

§ 5. Falls der Beschluss nicht innerhalb der in § 4 vorgesehenen Frist der Vereinigung zugestellt wird, gilt die Anerkennung als verweigert.

Art. R.40-4 - Die Anerkennung wird ab dem 1. Januar nach dem Zustellungsdatum gewährt.

Art. R.40-5 - Bis zum 31. März des letzten Gültigkeitsjahrs der Anerkennung stellt die Vereinigung über die zentrale Anlaufstelle im Sinne von Artikel D.28-10 einen Erneuerungsantrag bei der Verwaltung.

Dem Erneuerungsantrag ist eine Aktualisierung der in Art. R.40-6 bis R.40-9 angeführten Elemente beizufügen. Das Erneuerungsverfahren ist dasjenige, das in Artikel R.40-3 vorgesehen wird.

##### Abschnitt 2 — Mindestinhalt des Anerkennungsantrags

Art. R.40-6 - Der Antrag auf Anerkennung bzw. gegenseitige Anerkennung gemäß Artikel D.28-9 enthält mindestens folgende Angaben und Unterlagen für jede antragstellende Vereinigung:

1° die Kategorie, für die der Anerkennungsantrag gestellt wird,

2° die Anschrift der Geschäftsstelle und die Kontaktinformationen der Vereinigung,

3° eine von der Vereinigungsleitung gebilligte finanzielle Übersicht einschließlich einer ebenfalls bestätigten zusammenfassenden Tabelle der Einnahmen und Ausgaben je Posten während der zwei Kalenderjahre vor Beantragung der Anerkennung,

4° ein Schriftstück zur Darstellung des hauptsächlichen Vereinigungszwecks mit Angabe der in den letzten drei Geschäftsjahren ausgeübten Tätigkeiten, und in dem beschrieben wird, wie die Vereinigung den Vorschriften von Artikel 28-5 Ziffern 1°, 2° und 4° nachkommt,

5° eine ehrenwörtliche Erklärung, dass Artikel D.28-5 Ziffer 3° genügt wird,

6° die Nummer der Haftpflichtversicherung zur Deckung aller Schäden, die im Rahmen ihrer Tätigkeit, der Tätigkeit ihrer Personalmitglieder oder der ehrenamtlichen Mitarbeiter entstehen könnten.

Art. R.40-7 - Um als "Verband oder Netzwerk" anerkannt zu werden, sind dem Antrag auf Anerkennung bzw. gegenseitige Anerkennung gemäß Artikel D.28-9 folgende ergänzende Dokumente beizulegen:

1° die Liste ihrer Mitgliedsvereinigungen sowie die zu erfüllenden Mitgliedschaftsvoraussetzungen,

2° das Verzeichnis der Dienste, die die Vereinigung ihren Mitgliedern anbietet,

3° ein ausführlicher Bericht über die in den zwei Kalenderjahren vor der Beantragung organisierten Aktionen, die den Umweltschutz, die Verbesserung der Umweltqualität, die Umwelterziehung und -sensibilisierung zum Ziel haben und ihren Mitgliedern oder der Öffentlichkeit zugänglich sind - wobei wenigstens dreißig Aktionen im Jahr durchzuführen sind -, sowie über ihren Umfang,

4° die Liste der Instanzen, innerhalb deren sie ihre Mitglieder vertritt.

Art. R.40-8 - Um als "regionale Vereinigung" anerkannt zu werden, ist dem Anerkennungsantrag gemäß Artikel D.28-9 ein ausführlicher Bericht über die in den zwei Kalenderjahren vor der Beantragung für ihre Mitglieder oder für die Öffentlichkeit organisierten Aktionen und über deren Umfang - wobei jährlich wenigstens zwanzig Aktionen durchzuführen sind - als ergänzendes Dokument beizulegen.

Art. R.40-9 - Um als "lokale Vereinigung" anerkannt zu werden, sind dem Antrag auf Anerkennung bzw. gegenseitige Anerkennung gemäß Artikel D.28-9 folgende ergänzende Dokumente beizulegen:

1° ein ausführlicher Bericht über die in den zwei Kalenderjahren vor der Beantragung für ihre Mitglieder oder für die Öffentlichkeit organisierten Aktionen und über deren Umfang - wobei jährlich wenigstens fünf Aktionen durchzuführen sind - ,

2° eine Liste der Gemeinden, in denen sie ihre Tätigkeiten ausübt.

### KAPITEL III — Strukturelle Bezuschussung der als Umweltvereinigungen anerkannten Vereinigungen

#### *Abschnitt 1 — Verfahren zur Gewährung und Verweigerung des Zuschusses*

Art. R.40-10 - § 1. Der Antrag wird im Laufe des ersten Quartals des Kalenderjahrs, das dem für die Bezuschussung vorgesehenen Jahr vorangeht, mit Hilfe des vom Minister für Umwelt festgelegten Formulars eingereicht.

§ 2. Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag, der auf den des Antragsingangs folgt, stellt die Verwaltung der antragstellenden Vereinigung ihre Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu.

Der Antrag wird für unvollständig erklärt, wenn die aufgrund Art. R.40-12 erforderlichen Auskünfte bzw. Unterlagen fehlen.

Wird der Antrag für unvollständig erklärt, so sendet die Verwaltung dem Antragsteller eine Liste der fehlenden Elemente zu und bestimmt die Frist, innerhalb deren ihr die fehlenden Unterlagen zu übermitteln sind, und die zwanzig Tage ab Zusendung der vorgenannten Liste nicht überschreiten darf.

Wenn der Antragsteller es unterlässt, die erforderlichen Elemente innerhalb der eingeräumten Frist zu schicken, wird der Antrag für unzulässig erklärt.

Binnen dreißig Tagen nach Eingang der fehlenden Elemente stellt die Verwaltung der antragstellenden Vereinigung ihre Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu.

§ 3. Die Verwaltung verfasst einen Bericht über die Bezuschussung und übermittelt ihn den durch den Antrag betroffenen Ministern spätestens nach einer Frist von neunzig Tagen ab demjenigen, der auf den Tag der Zustellung der Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags folgt. Der Bericht enthält das sich auf die Kriterien in Artikel D.28-11 stützende Gutachten der Verwaltung und einen Beschlussentwurf.

§ 4. Jeder betroffene Minister stellt sein Gutachten dem Minister für Umwelt zu, was den Teil des beantragten Zuschussbetrags anbelangt, der sich auf ein in seinen Zuständigkeitsbereich fallendes Umweltthema bezieht. Innerhalb einer Frist von hundertfünfunddreißig Tagen ab dem Tag, der auf den der Zusendung der Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags folgt, stellt der Minister für Umwelt der antragstellenden Vereinigung seinen Beschluss über den Bezuschussungsantrag zu. Bei der Beschlussfassung ist der Minister von den Gutachten der betroffenen Minister abhängig, die sich auf den jeweiligen Teil des beantragten Zuschussbetrags in Zusammenhang mit einem in ihren Zuständigkeitsbereich fallenden Umweltthema beziehen.

Die Gutachten und der Beschluss, die in Absatz 1 angeführt werden, sind in Bezug auf die Kriterien in Artikel D.28-11 mit Gründen zu versehen.

§ 5. Wenn ihr der Beschluss nicht binnen der in § 4 vorgesehenen Frist übermittelt wird, kann die antragstellende Vereinigung dem Minister für Umwelt ein Erinnerungsschreiben schicken, dessen Versand- und Empfangsdatum unabhängig vom genutzten Zustelldienst sicher feststehen.

Bleibt nach einer Frist von dreißig Tagen ab Empfang des Erinnerungsschreibens die Zustellung eines Beschlusses aus, gilt der Zuschuss als abgelehnt.

§ 6. Das Erinnerungsschreiben muss folgende Angaben beinhalten:

1° den Namen und die Anschrift des Antragstellers,

2° das Aktenzeichen,

3° das Wort "Erinnerung".

Art. R.40-11 - Der Zuschuss wird im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel für eine Dauer von 3 Jahren ab dem 1. Januar nach der Beschlusszustellung gewährt.

#### *Abschnitt 2 — Mindestinhalt des Zuschussantrags*

Art. R.40-12 - Der Bezuschussungsantrag enthält

1° einen Umweltaktionsplan bzw. einen koordinierten Umweltaktionsplan, der mindestens Folgendes angibt bzw. enthält:

a) die allgemeinen und operativen Ziele, die sich die Vereinigung für die Dauer des Zuschusses setzt, und die Art und Weise, wie diese in die regionale Strategie für nachhaltige Entwicklung einbezogen werden sollen,

b) die Umweltthemen, für die ein Zuschussantrag gestellt wird,

c) die Personengruppen, die von den im Umweltaktionsplan dargelegten Maßnahmen betroffen sein werden,

d) die Strategien und Methodologien, die die Vereinigung zur Erreichung der festgelegten Ziele einzusetzen beabsichtigt,

e) ein auf drei Jahre angelegtes Tätigkeitsprogramm, dem eine Argumentation beizufügen ist in Bezug auf die Zweckmäßigkeit des Aktionsvorhabens hinsichtlich der von der Vereinigung in Betracht gezogenen Zielgruppen, der Umweltsituation und des territorialen, gesellschaftlichen, soziokulturellen und ggf. wirtschaftlichen Rahmens, in denen sie ihr Projekt entwickelt,

f) die Beschreibung und die vorausgesehene Verteilung der für die Erreichung der Zielsetzungen des Tätigkeitsprogramms notwendigen logistischen, personellen und finanziellen Ressourcen,

g) ggf. einen Bewertungsbericht über den abgelaufenen, vorigen Umweltaktionsplan,

h) Ergebnisindikatoren,

2° die Angabe des Betrags des beantragten Zuschusses, mit dessen Aufteilung zwischen den verschiedenen Umweltthemen.

#### *Abschnitt 3 — Kriterien für die Bezuschussung*

Art. R.40-13 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird für eine Dauer von drei Jahren ein mehrjähriger Pauschalzuschuss ab dem 1. Januar des auf den Eingang des Bezuschussungsantrags folgenden Kalenderjahres einer jeden Umweltvereinigung im Verhältnis zu ihrem Umweltaktionsplan gewährt.

Der Pauschalbetrag des Zuschusses deckt die Summe der in Artikel R.40-14 festgelegten pauschalen Personalausgaben für die im Umweltaktionsplan angenommenen Aufträge und der in Artikel R.40-15 festgelegten damit verbundenen pauschalen Funktionskosten, die 25% der bezuschussbaren Personalausgaben nicht übersteigen dürfen.

Art. R.40-14 - Die Pauschalausgaben dürfen die auf Basis der Gehaltstabelle der Wallonischen Region bezüglich der paritätischen Kommission Nr. 329.02 festgesetzten Beträge nicht übersteigen. Die pauschalen Personalausgaben decken höchstens

1° das Bruttogehalt der Angestellten,

2° die Arbeitgebersozialversicherungsbeiträge und die Aufwendungen, die mit dem Urlaubsgeld, der Jahresabschlussprämie, den weiteren Nebenkosten und sonstigen gesetzlichen oder vertraglichen Verpflichtungen im Zusammenhang mit dem Personal und den Kosten für das Sozialsekretariat verbunden sind.

Art. R.40-15 - Die pauschalen Betriebskosten kommen in Betracht, wenn die Vereinigung hierdurch die für die Erfüllung ihrer Aufgabe notwendigen laufenden Ausgaben abdecken kann, nämlich u.a.

1° die Fahrtkosten - vorausgesetzt, dass der Zweck der Reise deutlich angegeben wird -,

2° die Verbindungs- und Benutzungskosten für Telefonie und Internet,

3° die mit der Durchführung der Tätigkeiten verbundenen Bürokosten,

4° den Kauf von Material - sofern es im Rahmen der Ausübung der im Umweltaktionsplan vorgesehenen Aufgaben benutzt wird -,

5° die sich aus einem ordnungsgemäßen Mietvertrag ergebenden Mietkosten für Gebäude oder Gebäudeteile einschließlich der damit zusammenhängenden Mietnebenkosten,

6° die Anmeldekosten für Kolloquien oder Ausbildungen,

7° die Honorarkosten, für die Gegenstand, Datum und Häufigkeit der Dienstleistung deutlich angegeben werden müssen,

8° die Ausgaben für Übermittlung, Druck und Verbreitung des Informationsdokuments.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 5° im Falle der Benutzung des Gebäudes für andere Tätigkeiten als diejenigen, die durch den Zuschuss finanziert sind, werden die Aufwendungen entweder im Verhältnis zur Nutzungszeit für die bezuschusste Tätigkeit oder zur dafür erforderlichen Oberfläche aufgeteilt.

Art. R.40-16 - Neben den in Artikel R.40-15 aufgeführten Betriebskosten ist die Abschreibung von Vermögensgütern mit einer abschätzbaren Nutzungsdauer von über einem Jahr unter Einhaltung der nachstehenden Berechnungsregeln ebenfalls als Betriebskosten zuschussfähig:

1° zehn Jahre für das Mobiliar;

2° fünf Jahre für Büroausstattungen;

3° drei Jahre für Computer-Software.

#### KAPITEL IV — Kontrolle und Bewertung

##### Abschnitt 1 — Kontrolle

Art. R.40-17 - Die Verwaltung kann die Einhaltung durch die Umweltvereinigung der in Art. D.28-5 bis D.28-7 angeführten Bedingungen kontrollieren.

Art. R.40-18 - § 1. Bis zum 15. Februar der Jahre N+1 und N+2 übermittelt die Vereinigung der Verwaltung über die zentrale Anlaufstelle im Sinne von Artikel D.28-10 einen Tätigkeitsbericht, eine Forderungsanmeldung und eine zusammenfassende Tabelle der Einnahmen und Ausgaben je Haushaltsposten zur Rechtfertigung der Verwendung der ausgeschöpften Rate.

§ 2. Der jährliche Tätigkeitsbericht nach § 1 setzt sich aus drei Teilen zusammen:

1° der erste Teil bezieht sich auf die Identifikation der Vereinigung;

2° der zweite Teil bezieht sich auf die während des betreffenden Jahres durchgeführten Tätigkeiten;

3° der dritte Teil bezieht sich auf die Themen, auf die die Vereinigung eingegangen ist, und auf die Erfüllung der in dem Umweltaktionsplan gesetzten Ziele.

Der Tätigkeitsbericht hat die Form des vom Minister festgelegten elektronischen Formulars, dem die Forderungsanmeldung und eine zusammenfassende Tabelle der Einnahmen und Ausgaben je Haushaltsposten beigefügt werden. Das Formular wird ausgefüllt und anschließend der Verwaltung über die in Artikel D.28-10 angeführte zentrale Anlaufstelle übermittelt.

Falls der Minister für Umwelt oder sein Vertreter der Auffassung ist, dass die Verwaltung bestimmte für die Erstellung des Berichts notwendige Angaben direkt bei authentischen Quellen im Sinne von Artikel 2 Ziffer 1° des Zusammenarbeitsabkommens vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative erhalten kann, befreit er den Antragsteller davon, sie der Verwaltung zu übermitteln.

Art. R.40-19 - § 1. Bis spätestens zum 31. März des auf das Auslaufen des Zuschusses folgenden Jahres lässt die Vereinigung der Verwaltung über die zentrale Anlaufstelle einen allgemeinen Bericht über die Umsetzung des Umweltaktionsplans bzw. des koordinierten Umweltaktionsplans, eine Forderungsanmeldung und eine zusammenfassende Tabelle der Einnahmen und Ausgaben je Posten während des gesamten Durchführungszeitraums des Umweltaktionsplans bzw. koordinierten Umweltaktionsplans zukommen.

§ 2. Der allgemeine Umsetzungsbericht nach § 1 setzt sich aus sechs Teilen zusammen:

1° der erste Teil bezieht sich auf die Identifikation der Vereinigung;

2° der zweite Teil umfasst eine Darstellung der typischen Tätigkeiten der Vereinigung;

3° der dritte Teil ist der Selbstbewertung der Ergebnisse der Umweltvereinigung vorbehalten im Hinblick auf die allgemeinen und operativen Ziele und die Indikatoren, die sich die Vereinigung für die Umsetzung des Umweltaktionsplans gesetzt hatte;

4° der vierte Teil bezieht sich auf die Dienstleistungsempfänger oder Zielgruppen der Vereinigung;

5° der fünfte Teil bezieht sich auf die Entwicklungsperspektiven der Vereinigung;

6° der sechste Teil handelt von der Einbeziehung in die regionale Strategie für nachhaltige Entwicklung.

Er hat die Form des von der Verwaltung festgelegten elektronischen Formulars. Er wird ausgefüllt und anschließend der Verwaltung über die zentrale Anlaufstelle übermittelt.

Falls der Minister für Umwelt oder sein Vertreter der Auffassung ist, dass die Verwaltung bestimmte für die Erstellung des Berichts notwendige Angaben direkt bei authentischen Quellen im Sinne von Artikel 2 Ziffer 1° des Zusammenarbeitsabkommens vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative erhalten kann, befreit er den Antragsteller davon, sie der Verwaltung zu übermitteln.

§ 3. Die Verwaltung unterbreitet dem Wallonischen Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik alle Angaben, die für die Erfüllung seiner in Artikel D.28-17 festgelegten Aufgaben erforderlich sind.



## Abschnitt 2 — Aussetzung und Rückzug der Anerkennung und des Zuschusses

Art. R.40-20 - § 1. Stellt die Verwaltung fest, dass eine Vereinigung die Bedingungen für die Gewährung der Anerkennung oder des Zuschusses nicht bzw. nicht mehr beachtet, erteilt sie ihr eine Verwarnung mit Hinweis auf die Frist, innerhalb deren sie zur Wiedereinhaltung der Anerkennungs- oder Bezuschussungsbedingungen verpflichtet ist, und ggf. auf ihren Beschluss, die Bezuschussung während derselben Frist auszusetzen.

Die Gewährung der Zuschüsse darf ausschließlich ausgesetzt werden, nachdem der Vereinigung die Möglichkeit gegeben worden ist, ihre Verteidigungsgründe gelten zu lassen.

§ 2. Wenn die Vereinigung nach Ablauf der eingeräumten Frist die Anerkennungs- bzw. Bezuschussungsbedingungen nicht erfüllt, teilt ihr die Verwaltung die Möglichkeit des Rückzugs der Anerkennung bzw. des Zuschusses mit. Dabei erwähnt die Verwaltung

1° die Gründe, die die erwogene Maßnahme rechtfertigen,

2° die Mittel, die der Vereinigung zur Verfügung stehen, um binnen einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Empfangsdatum dieser Mitteilung ihre Verteidigungsgründe schriftlich vorzubringen, und dass sie dabei das Recht hat, bei der Verwaltung eine mündliche Verteidigung zu beantragen.

Binnen dreißig Tagen nach Ablauf der in § 2 Absatz 1 Ziffer 1° genannten Frist oder ab dem Anhörungsdatum übermittelt die Verwaltung einen Beschlussvorschlag bezüglich des Rückzugs. Am Tag der Übermittlung ihres Vorschlags an die Regierung, verständigt die Verwaltung die Vereinigung darüber.

Binnen fünfundvierzig Tagen nach Eingang des Beschlussvorschlags der Verwaltung, lässt die Regierung ihren Beschluss der Vereinigung zukommen.

Wenn der Beschluss nicht innerhalb der in Absatz 3 vorgesehenen Frist von der Regierung versandt wird, ist es davon auszugehen, dass er dem Beschlussvorschlag der Verwaltung entspricht, soweit dieser innerhalb der in Absatz 2 vorgesehenen Frist der Regierung übermittelt worden ist. In diesem Fall sendet die Verwaltung den in Absatz 2 genannten Beschlussvorschlag der Vereinigung zu.

Wenn der Beschluss nicht innerhalb der in Absatz 3 vorgesehenen Frist von der Regierung versandt wird und wenn der Beschlussvorschlag nicht innerhalb der in Absatz 1 vorgesehenen Frist versandt wird, gilt der erstinstanzliche Beschluss als bestätigt.

## KAPITEL V — Einspruch

Art. R. 40-21 - § 1. Bei Verweigerung der Anerkennung, vollständiger oder teilweiser Ablehnung der Bezuschussung, vollständigem oder teilweise Rückzug eines Zuschusses oder bei Anerkennungsentzug kann die antragstellende Vereinigung bei der Regierung Einspruch erheben. Der Einspruch ist nur zulässig, wenn er innerhalb einer dreißigtägigen Frist ab dem Tag nach

1° dem Empfangsdatum des Beschlusses gemäß Artikel R.40-3 § 5, Artikel R.40-10 § 4 und Artikel R.40-20 § 2 Absatz 3,

2° dem Empfangsdatum des innerhalb einer Frist von 30 Tagen ab Empfang des in Artikel R.40-10 § 5 vorgesehenen Erinnerungsschreibens mitzuteilenden Beschlusses,

3° dem Empfangsdatum des Entscheidungsvorschlags der Verwaltung gemäß Artikel R.40-20 § 2 Absatz 4, oder

4° dem Ablaufdatum der eingeräumten Frist für die Zustellung des in Artikel R.40-3 § 4, in Artikel R.40-10 § 5 Absatz 2 und in Artikel R.40-20 § 2 Absatz 5 vorgesehenen Beschlusses eingelegt wird.

Der Einspruch wird dem vom Minister für Umwelt bestimmten Sitz des Begleitausschusses übermittelt. Darin werden die Anfechtungsgründe der Vereinigung gegenüber dem Beschluss angegeben sowie ihr etwaiger Wunsch, angehört zu werden.

§ 2. Innerhalb einer Frist von sechzig Tagen nach Eingang des Einspruchs legt der Begleitausschuss ggf. nach Anhörung der antragstellenden Vereinigung einen Begutachtungsbericht bei der Regierung vor. Die Regierung stellt ihren Beschluss innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab Empfang des Begutachtungsberichts des Begleitausschusses oder am Ablauf der dem Begleitausschuss für die Übermittlung seines Beschlussvorschlags gesetzten Frist zu. Die Frist von fünfundvierzig Tagen wird zwischen dem 15. Juli bis einschließlich zum 31. August unterbrochen.

Bleibt nach der Frist gemäß Absatz 1 die Zustellung des Beschlusses aus, gilt der Beschluss, gegen den Einspruch erhoben wird, als bestätigt.

## KAPITEL VI — Begleitausschuss

Art. R.40-22 - Der öffentliche Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen im Sinne von Artikel D.28-17 § 4 wird von der Verwaltung im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Im Bewerbungsaufwurf wird Folgendes angegeben:

1° die Bezeichnung und der Gegenstand des bzw. der Mandate,

2° die Unvereinbarkeiten,

3° der Inhalt des Bewerbungsbogens, damit dieser als vollständig betrachtet werden kann,

4° die Anschrift, an die der Bewerbungsbogen zu richten ist, und

5° die Frist, innerhalb deren der Bewerbungsbogen vorzulegen ist, um zulässig zu sein.

## KAPITEL VII — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. R.40-23 - Unbeschadet anderslautender Bestimmungen erfolgt jede Übermittlung

1° entweder per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung,

2° oder durch jedes ähnliche Verfahren, mit dem das Versand- und das Empfangsdatum der Akte unabhängig vom genutzten Zustelldienst sicher feststehen,

3° oder durch Hinterlegung einer Akte gegen Empfangsbestätigung,

4° oder durch elektronische Einschreibeverfahren, mit denen die Einsendung und deren Zeitpunkt sowie die Identität des Absenders nachgewiesen werden können.

Art. R.40-24 - § 1. In Erwartung der Einrichtung der zentralen Anlaufstelle gemäß Artikel D.28-10 sind die Anträge auf Anerkennung und Bezuschussung der Umweltvereinigungen und die Tätigkeits- und allgemeinen Umsetzungsberichte zu den Umweltaktionsplänen an folgende Anschrift einzubringen: DGO3 (Département du développement), chaussée de Louvain 14, in 5000 Namur.

Die antragstellende Vereinigung hat ihre Akte in zweierlei Formaten einzureichen, nämlich einerseits in Papierformat und andererseits in elektronischem Format via E-Mail oder auf allen digitalen Wegen, die die Verwaltung bestimmt.

§ 2. In Erwartung der Einrichtung der zentralen Anlaufstelle werden die in Artikel R.40-3 § 3 und in Artikel R.40-10 § 3 genannten Fristen von neunzig Tagen auf hundertfünfzig Tage verlängert. Die in Artikel R.40-3 § 4 und R.40-10 § 4 genannten Fristen von hundertfünfunddreißig Tagen werden auf hundertachtzig Tage verlängert.

Art. R.40-25 - Die zentrale Anlaufstelle geht spätestens am 1. Januar 2017 in Betrieb."

**Art. 4** - Bei der ersten Beantragung einer Anerkennung als Verband oder Netzwerk kann die antragstellende Vereinigung zwecks Einhaltung der Vorschriften von Artikel D.28-6 Ziffer 3<sup>o</sup> ihre Antragsakte parallel zu den Anträgen von wenigstens dreißig ihrer Mitgliedsvereinigungen einreichen.

**Art. 5** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2015 in Kraft.

**Art. 6** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204154]

### 15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning en de structurele subsidiëring van de milieuverenigingen en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek

De Waalse Regering,

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.28-1, D.28-7, D.28-9 tot D.28-18, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014;

Gelet op het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 maart 2014;

Gelet op het advies van de autonome cel voor duurzame ontwikkeling, gegeven op 13 maart 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 maart 2014;

Gelet op advies nr. 55.896/4 van de Raad van State, gegeven op 28 april 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit, van de Minister van Duurzame ontwikkeling en van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel R.35, eerste lid, van Boek I van het Milieuwetboek worden de woorden "artikel 29" vervangen door de woorden "artikel D.28-1".

**Art. 2.** Artikel R.41 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. R.40-1. In het kader van zijn opdracht moet het begeleidingscomité :

1<sup>o</sup> de Minister advies geven over de aanvragen, intrekkingen en hernieuwingen van erkenningen;

2<sup>o</sup> de door de erkende VZW's ingediende jaarlijkse activiteiten- en boekhoudrapporten onderzoeken;

3<sup>o</sup> zorgen voor de samenhang en de evaluatie van de activiteiten die in het Waalse Gewest georganiseerd worden door het geheel van de 'CRIE';

4<sup>o</sup> de Minister jaarlijks een evaluatierapport overmaken i.v.m. bovenbedoelde activiteiten;

5<sup>o</sup> voorstellen indienen bij de Minister."

**Art. 3.** In Deel III van het regelgevend deel van hetzelfde Wetboek wordt een titel II/1 ingevoegd, die de artikelen R.40-2 tot R.40-25 inhoudt, luidend als volgt :

"Titel II/1. — Erkenning en structurele subsidiëring van de milieuverenigingen

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. R.40-2. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> bestuur : de diensten aangewezen door de Minister van Leefmilieu;

2<sup>o</sup> betrokken Minister : de Minister bevoegd voor één van de milieuthematieken waarvoor de vereniging een subsidiëeringsaanvraag indient.

#### HOOFDSTUK II. — Erkenning van de verenigingen als milieuverenigingen

##### Afdeling 1. — Procedure voor de erkenning van de verenigingen

Art. R.40-3. § 1. De aanvraag tot erkenning of de gezamenlijke aanvraag tot erkenning wordt ingediend aan de hand van het door de Minister van Leefmilieu bepaald formulier.

§ 2. Het bestuur stuurt zijn beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag aan de verzoekende vereniging of aan de verenigingen die een gezamenlijke aanvraag tot erkenning hebben ingediend, binnen dertig dagen te rekenen van de dag volgend op de dag van ontvangst van de aanvraag.

De aanvraag is onvolledig indien de in de artikelen R.40-6 tot R.40-9 bedoelde elementen ontbreken.

Wanneer de aanvraag onvolledig wordt verklaard, stuurt het bestuur de aanvragers de lijst van de ontbrekende elementen en bepaalt het de termijn waarin de ontbrekende elementen worden overgemaakt en dit, binnen een maximale termijn van twintig dagen na de zending van de lijst van de ontbrekende elementen.

Indien de aanvrager(s) de aangevraagde elementen niet binnen de voorgeschreven termijn heeft (hebben) gestuurd, wordt de aanvraag onontvankelijk verklaard.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de ontbrekende elementen stuurt het bestuur zijn beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag aan de verzoekende vereniging of aan de verenigingen die een gezamenlijke aanvraag hebben ingediend.

§ 3. Het bestuur maakt een verslag op en maakt het aan de Regering over uiterlijk binnen negentig dagen te rekenen van de dag volgend op de dag van zending van de beslissing waarbij de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag wordt bevestigd. Het verslag omvat het advies van het bestuur over het vervullen van de in de artikelen D.28-5 tot D.28-8 bedoelde voorwaarden en gaat vergezeld van een ontwerp van beslissing.

§ 4. De Regering stuurt haar beslissing aan de verzoekende vereniging of aan de verenigingen die een gezamenlijke aanvraag tot erkenning hebben ingediend, binnen een termijn van honderd vijftig dagen te rekenen van de dag volgend op de dag van zending van de beslissing waarbij de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag wordt bevestigd.

§ 5. Indien de beslissing niet binnen de in § 4 bedoelde termijn aan de vereniging wordt gestuurd, wordt de erkenning geacht geweigerd te zijn.

Art. R.40-4. De erkenning wordt vanaf 1 januari na de datum van kennisgeving toegekend.

Art. R.40-5. Uiterlijk op 31 maart van het laatste erkenningsjaar, dient de vereniging een aanvraag tot verlenging aan het bestuur in via het eenheidsloket bedoeld in artikel D.28-10.

De aanvraag tot hernieuwing omvat een bijwerking van de elementen bedoeld in de artikelen R.40-6 tot R.40-9. De procedure tot hernieuwing is die bedoeld in artikel R.40-3.

#### *Afdeling 2. — Minimale inhoud van de aanvraag tot erkenning*

Art. R.40-6. De aanvraag tot erkenning of de gezamenlijke aanvraag tot erkenning bedoeld in artikel D.28-9 omvat minstens de volgende elementen voor elke van de verzoekende verenigingen :

- 1° de identificatie van de categorie waarvoor de aanvraag tot erkenning wordt ingediend;
- 2° het adres van het verrichtingscentrum en de adresgegevens van de vereniging;
- 3° een financiële balans met een samenvattende tabel van de ontvangsten en uitgaven per post van de twee kalenderjaren vóór de aanvraag tot erkenning die goedgekeurd zijn door de beslissende organen van de verenigingen;
- 4° een nota waarin haar hoofddoel en de activiteiten uitgevoerd tijdens de laatste drie jaar worden bepaald en waarin de wijze waarop de vereniging voldoet aan de voorschriften van artikel D.28-5, 1°, 2° en 4° wordt omschreven;
- 5° een verklaring op erewoord tot bevestiging van de naleving van artikel D.28-5, 3°;
- 6° het nummer van de polis van verzekering op de civiele aansprakelijkheid ter dekking van de schade die uit haar activiteit, uit de activiteit van haar personeel of van haar vrijwilligers kan voortvloeien.

Art. R.40-7. Om als "Federatie of Net" erkend te worden, omvat de aanvraag tot erkenning of de gezamenlijke aanvraag tot erkenning bedoeld in artikel D.28-9 de volgende bijkomende elementen :

- 1° de lijst van haar lid-verenigingen alsook de voorwaarden die vervuld moeten worden om lid te worden;
- 2° de lijst van de diensten die de vereniging aan haar leden verleent;
- 3° een gedetailleerd verslag over de tijdens de twee boekjaren vóór de aanvraag georganiseerde acties die de bescherming van het leefmilieu, de verbetering van de staat van het leefmilieu, de opvoeding inzake het leefmilieu en de bewustmaking voor het leefmilieu beogen, en die voor haar leden of voor het publiek open zijn - waarbij minstens dertig acties per jaar uitgevoerd worden - en over de draagwijdte ervan;
- 4° de lijst van de instanties waarin ze haar leden vertegenwoordigt.

Art. R.40-8. Om als "gewestelijke Vereniging" erkend te worden, omvat de aanvraag tot erkenning bedoeld in artikel D.28-9 het volgende bijkomende element : een gedetailleerd verslag over de acties die tijdens de twee boekjaren vóór de aanvraag voor haar leden of voor het publiek georganiseerd zijn - waarbij minstens 20 acties per jaar worden uitgevoerd - en over de draagwijdte ervan.

Art. R.40-9. Om als "plaatselijke Vereniging" erkend te worden omvat de aanvraag tot erkenning of de gezamenlijke aanvraag tot erkenning bedoeld in artikel D.28-9 de volgende bijkomende elementen :

- 1° een gedetailleerd verslag over de acties die tijdens de twee boekjaren vóór de aanvraag voor haar leden of voor het publiek georganiseerd zijn - waarbij minstens 5 acties per jaar worden uitgevoerd - en over de draagwijdte ervan;
- 2° een lijst van de gemeenten waarin ze haar activiteiten uitoefent.

#### *HOOFDSTUK III. — Structurele subsidiëring van de verenigingen die als milieuverenigingen erkend zijn*

##### *Afdeling 1. — Procedure betreffende de toekenning en de weigering van de subsidiëring*

Art. R.40-10. § 1. De aanvraag wordt aan de hand van het door de Minister bepaalde formulier ingediend in de loop van het eerste kwartaal van het jaar vóór het subsidiëringjaar.

§ 2. Het bestuur stuurt de verzoekende vereniging zijn beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag binnen dertig dagen te rekenen van de dag volgend op de dag van ontvangst van de aanvraag.

De erkenningsaanvraag wordt onvolledig verklaard indien de krachtens artikel R.40-12 vereiste inlichtingen of documenten ontbreken.

Wanneer de aanvraag onvolledig wordt verklaard, stuurt het bestuur de aanvrager de lijst van de ontbrekende elementen en bepaalt het de termijn waarin de ontbrekende elementen worden overgemaakt en dit, binnen een maximale termijn van twintig dagen na de zending van de lijst van de ontbrekende elementen.

Indien de aanvrager de aangevraagde elementen niet binnen de voorgeschreven termijn heeft gestuurd, wordt de aanvraag onontvankelijk verklaard.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de ontbrekende elementen stuurt het bestuur zijn beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag aan de verzoekende vereniging.

§ 3. Het bestuur maakt een verslag over de subsidiëring op en maakt het aan de bij de aanvraag betrokken Ministers over uiterlijk binnen negentig dagen te rekenen van de dag van zending van de beslissing waarbij de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag wordt bevestigd. Het verslag omvat het advies van het bestuur gegrond op de in artikel D.28-11 bepaalde criteria en een ontwerp van beslissing.

§ 4. Elke betrokken Minister deelt zijn advies aan de Minister van Leefmilieu mede voor het gedeelte van de aangevraagde subsidiëring m.b.t. een milieuthematiek waarvoor hij bevoegd is. De Minister van Leefmilieu stuurt zijn beslissing over de subsidiëeringsaanvraag aan de verzoekende vereniging binnen een termijn van honderd vijftig dagen te rekenen van de dag volgend op de dag van zending van de beslissing waarbij de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag wordt bevestigd. De Minister van Leefmilieu is gehouden aan de adviezen uitgebracht door de betrokken Ministers voor het gedeelte van de subsidiëring m.b.t. milieuthematieken die onder hun bevoegdheid vallen.

De in het eerste lid bedoelde adviezen zijn ten opzichte van de in artikel D.28-11 bedoelde criteria met redenen omkleed.

§ 5. Bij gebrek aan zending van de beslissing binnen de in § 4 bedoelde termijn, kan de verzoekende vereniging via een schrijven dat de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgt, ongeacht de dienst die de gebruikte post verdeelt, een aanmaning richten aan de Minister van Leefmilieu.

Bij gebrek aan zending van een beslissing binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de aanmaning wordt de subsidiëring geacht geweigerd te zijn.

§ 6. De aanmaning omvat de volgende inlichtingen :

- 1° de naam en het adres van de aanvrager;
- 2° de referenties van het dossier;
- 3° het woord "aanmaning".

Art. R.40-11. De toelage wordt binnen de perken van de begrotingskredieten voor 3 jaar vanaf 1 januari na de kennisgeving van de beslissing toegekend.

#### *Afdeling 2. — Minimale inhoud van de subsidiëeringsaanvraag*

Art. R.40-12. De aanvraag tot toekenning van een toelage omvat :

1° een milieuactieplan of een gecoördineerd milieuactieplan dat minstens de volgende elementen omvat :

- a) de algemene en operationele doelstellingen van de vereniging voor de duur van de subsidiëring en de wijze waarop ze in de gewestelijke strategie inzake duurzame ontwikkeling passen;
  - b) de milieuthematieken waarvoor een subsidiëeringsaanvraag wordt ingediend;
  - c) de identificatie van het publiek betrokken bij de activiteiten vermeld in het milieuactieplan;
  - d) de strategieën en methodologieën die de vereniging wil uitvoeren om de bepaalde doelstellingen te bereiken;
  - e) het programma van de activiteiten voor de drie jaar samen met een argumentatiedocument over de relevantie van het actieprogramma met verwijzing naar de publieken die ze beoogt en de leefmilieu-, territoriale, sociale, socio-culturele en, in voorkomend geval, economische context waarin ze haar project ontwikkelt;
  - f) de omschrijving en de bestemming van de logistieke, menselijke en financiële hulpbronnen die nodig zijn voor de uitvoering van de doelstellingen bepaald in het activiteitenprogramma;
  - g) in voorkomend geval, een voorafgaandelijk opgemaakt verslag over de evaluatie van het verstreken milieuactieplan;
  - h) resultatenindicatoren;
- 2° het bedrag van de aangevraagde toelage verdeeld tussen de verschillende milieuthematieken.

#### *Afdeling 3. — Subsidiëeringscriteria*

Art. R.40-13. Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt een forfaitaire meerjarige toelage van 3 jaar vanaf 1 januari van het kalenderjaar volgend op de indiening van de subsidiëeringsaanvraag aan elke milieuvereniging toegekend naar gelang van haar milieuactieplan.

Het forfaitaire bedrag van de toelage vormt de som van de forfaitaire uitgaven van personeel aangesteld voor de opdrachten aangenomen in het milieuactieplan en bepaald in artikel R.40-14 alsook van de desbetreffende forfaitaire werkingskosten zoals bepaald in artikel R.40-15, die niet hoger mogen zijn dan 25 % van de in aanmerking genomen personeelsuitgaven.

Art. R.40-14. De forfaitaire uitgaven mogen niet hoger zijn dan de bedragen bepaald op basis van de weddeschaal Waals Gewest betreffende het paritair comité 329.02. De forfaitaire personeelsuitgaven dekken hoogstens :

- 1° het brutosalair van het personeel;
- 2° de sociale laste van de werkgever voor de sociale zekerheid alsook de lasten betreffende het vakantiegeld, de eindejaarspremie, de andere diverse kosten en de andere wettelijke en conventionele verplichtingen betreffende het personeel en de kosten voor het sociaal secretariaat.

Art. R.40-15. De forfaitaire werkingskosten worden in aanmerking genomen wanneer ze de vereniging in staat stellen om de voor de uitvoering van haar opdrachten nodige lopende uitgaven te dekken, met name :

- 1° de reiskosten indien het doel van de verplaatsing duidelijk bepaald wordt;
- 2° de kosten inherent aan de telefonische communicaties en de internetverbindingen;
- 3° de bureaurokosten gebonden aan de verrichting van de activiteiten;
- 4° de aankoop van materiaal indien zijn gebruik gebonden is aan de uitvoering van de in het milieuactieplan vermelde opdrachten;
- 5° de kosten voor het huren van een gebouw of een gedeelte van gebouw, met inbegrip van de desbetreffende huurkosten voor zover ze voortvloeien uit een huurovereenkomst in goede en behoorlijke vorm;
- 6° de kosten voor deelname aan colloquia of opleidingen;
- 7° de honorariakosten voor zover het doel, de datum, de periodiciteit van de bedoelde prestatie duidelijk vermeld worden;
- 8° de kosten voor communicatie, drukwerk en verspreiding van het informatiedocument.

Voor de toepassing van het eerste lid, 5°, worden de lasten, als het gebouw dient voor andere activiteiten dan welke die door de subsidie gefinancierd worden, opgesplitst ofwel volgens de tijd die uitgetrokken wordt voor de gefinancierde activiteit ofwel volgens de daarvoor aangewende oppervlakte.

Art. R.40-16. Naast de werkingskosten bedoeld in artikel R.40-15 komt de aflossing van zgn. vermogensgoederen met een geraamde gebruiksduur van meer dan één jaar in aanmerking voor het voordeel van de subsidie als werkingskosten, berekend volgens deze regels :

- 1° tien jaar voor het meubilair;
- 2° vijf jaar voor het bureaumaterieel;
- 3° drie jaar voor software.



HOOFDSTUK IV. — *Controle en evaluatie**Afdeling 1. — Controle*

Art. R. 40-17. Het bestuur kan nagaan of de in de artikelen D.28-5 tot D.28-7 bedoelde erkenningsvoorwaarden door de milieuvereniging worden nageleefd.

Art. R. 40-18. § 1. De vereniging maakt het bestuur uiterlijk 15 februari van de jaren N+1 en N+2 via het in artikel D.28-10 bedoelde eenheidsloket een activiteitenverslag samen met een schuldvorderingverklaring en een samenvattende tabel van de ontvangsten en uitgaven per begrotingspost over, waarbij het gebruik van de afgelopen schijf bevestigd kan worden.

§ 2. Het jaarlijkse activiteitenverslag bedoeld in § 1 bestaat uit drie delen :

1° het eerste deel betreft de identificatie van de vereniging;

2° het tweede deel betreft de tijdens het overwogen jaar uitgevoerde activiteiten;

3° het derde deel betreft de thematieken besproken door de vereniging alsook de verrichting van de in het milieuactieplan bepaalde doelstellingen.

Het activiteitenverslag neemt de vorm aan van het door de Minister bepaalde elektronische formulier en gaat vergezeld van de schuldvorderingverklaring en een samenvattende tabel van de ontvangsten en uitgaven per begrotingspost. Het formulier wordt aangevuld en overgemaakt aan het bestuur via het in artikel D.28-10 bedoelde eenheidsloket.

Als de Minister van Leefmilieu of zijn afgevaardigde vindt dat het bestuur sommige gegevens die nodig zijn voor de opmaking van het activiteitenverslag, rechtstreeks via authentieke bronnen in de zin van artikel 2, 1°, van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief, kan verkrijgen, stelt hij de aanvrager vrij van het verstrekken van deze gegevens aan het bestuur.

Art. R.40-19. § 1. De vereniging maakt het bestuur uiterlijk 31 maart van het jaar volgend op het einde van de toelage via het eenheidsloket een algemeen verslag over de uitvoering van het milieuactieplan of van het gecoördineerd milieuactieplan over samen met een schuldvorderingverklaring en een samenvattende tabel van de ontvangsten en uitgaven per begrotingspost voor het geheel van de periode van het milieuactieplan of van het gecoördineerd milieuactieplan.

§ 2. Het algemeen uitvoeringsverslag bedoeld in § 1 bestaat uit zes delen :

1° het eerste deel betreft de identificatie van de vereniging;

2° het tweede deel betreft een voorstelling van de door de vereniging uitgevoerde emblematische activiteiten;

3° het derde deel betreft de auto-evaluatie van de resultaten van de milieuvereniging ten opzichte van de algemene en operationele doelstellingen en van de indicatoren die ze wilde bereiken voor de uitvoering van het milieuactieplan;

4° het vierde deel betreft de personen die de diensten van de verenigingen genieten of doelpublieken;

5° het vijfde deel betreft de ontwikkelingsperspectieven van de vereniging;

6° het zesde deel betreft de opnemings in de gewestelijke strategie inzake duurzame ontwikkeling.

Het neemt de vorm aan van het door het bestuur bepaalde elektronische formulier. Het wordt aangevuld en overgemaakt aan het bestuur via het eenheidsloket.

Als de Minister van Leefmilieu of zijn afgevaardigde acht dat het bestuur sommige gegevens die nodig zijn voor de opmaking van het activiteitenverslag, rechtstreeks via authentieke bronnen in de zin van artikel 2, 1°, van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief, kan verkrijgen, stelt hij de aanvrager vrij van het verstrekken van deze gegevens aan het bestuur.

§ 3. Het bestuur maakt het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waal Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek) het geheel van de gegevens die nodig zijn voor hun opdrachten bepaald in artikel D.28-17 over.

*Afdeling 2. — Opschorting en intrekking van de erkenning en van de toelage*

Art. R.40-20. § 1. Wanneer het bestuur vaststelt dat een vereniging de voorwaarden voor de toekenning van de erkenning of van de subsidiëring niet of niet meer naleeft, stuurt het een waarschuwing met vermelding van de termijn waarin ze voorwaarden voor de toekenning van de erkenning of van de subsidiëring moet vervullen en van zijn beslissing om, in voorkomend geval, de toekenning van de toelage tijdens de termijn op te schorten.

De opschorting van de toekenning van de toelagen kan alleen uitgevoerd worden nadat de vereniging haar verweermiddelen heeft kunnen doen gelden.

§ 2. Als de vereniging bij het verstrijken van de voorgeschreven termijn de voorwaarden voor de toekenning van de erkenning of van de subsidiëring niet naleeft, stelt het bestuur bedoelde vereniging in kennis van de mogelijkheid om de erkenning of de subsidiëring in te trekken. Het bestuur bepaalt :

1° de redenen die de overwogen maatregel rechtvaardigen;

2° de middelen waarover de vereniging beschikt om schriftelijk haar verweermiddelen uiteen te zetten binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de ontvangst van die informatie en dat ze bij die gelegenheid het recht heeft om het bestuur erom te verzoeken haar verweermiddelen mondeling voor te dragen.

Het bestuur maakt de Regering een voorstel van beslissing betreffende de intrekking binnen dertig dagen na het verstrijken van de in § 2, eerste lid, 2°, bedoelde termijn of na de datum van verhoor over. Wanneer het bestuur het voorstel aan de Regering stuurt, verwittigt het de vereniging daarvan.

Binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het voorstel van beslissing van het bestuur, stuurt de Regering haar beslissing aan de vereniging.

Indien de Regering binnen de in het derde lid bedoelde termijn de beslissing niet stuurt, wordt ze geacht overeen te stemmen met het voorstel van beslissing van het bestuur indien het binnen de in het tweede lid bedoelde termijn aan de Regering is gestuurd. Het bestuur stuurt de vereniging het in het tweede lid bedoelde voorstel van beslissing.

Indien de Regering binnen de in het derde lid bedoelde termijn de beslissing niet stuurt en indien het voorstel van beslissing van het bestuur niet binnen de in het tweede lid bedoelde termijn is gestuurd, wordt de eerste beslissing geacht bevestigd te zijn.

HOOFDSTUK V. — *Beroep*

Art. R. 40-21. § 1. In geval van weigering van de erkenning, van gehele of gedeeltelijke weigering van de subsidiëring, van gehele of gedeeltelijke intrekking van de toelage, van intrekking van de erkenning, wordt een beroep door de verzoekende vereniging bij de Regering ingediend. Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep ingediend binnen een termijn van 30 dagen te rekenen van de dag volgend op :

1° de ontvangst van de beslissing bedoeld in artikel R.40-3, § 5, in artikel R.40-10, § 4 en in artikel R.40-20, § 2, derde lid;

2° de ontvangst van de beslissing gestuurd binnen een termijn van 30 dagen te rekenen van de aanmaning bedoeld in artikel R.40-10, § 5.

3° de ontvangst van het voorstel van beslissing van het bestuur bedoeld in artikel R.40-20, § 2, vierde lid;

4° het verstrijken van de termijn voorgeschreven voor de zending van de beslissing bedoeld in artikel R.40-3, § 4, in artikel R.40-10, § 5, tweede lid en in artikel R.40-20, § 2, vijfde lid.

Het beroep wordt bij de zetel van het begeleidingscomité zoals bepaald bij de Minister van Leefmilieu gezonden. Bedoe Bedoeld beroep bepaalt de elementen waarop de vereniging rust om de beslissing te betwisten en of de vereniging wenst gehoord te worden.

§ 2. Het begeleidingscomité stuurt, in voorkomend geval na verhoor van de verzoekende vereniging, een adviesverslag aan de Regering binnen een termijn van zestig dagen na ontvangst van het beroep. De Regering stuurt haar beslissing binnen een termijn van vijfenveertig dagen na ontvangst van het adviesverslag van het begeleidingscomité of bij het verstrijken van de termijn waarover het begeleidingscomité beschikt om zijn voorstel van beslissing over te maken. De termijn van vijfenveertig dagen wordt geschorst tussen 15 juli tot en met 31 augustus.

Als de beslissing niet verzonden wordt binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, wordt de beslissing die het voorwerp uitmaakt van het beroep, bevestigd.

HOOFDSTUK VI. — *Begeleidingscomité*

Art. R.40-22. De openbare oproep tot de kandidaten bedoeld in artikel D.28-17, § 4, wordt door het bestuur in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De openbare oproep tot de kandidaten bepaalt de volgende elementen :

1° het opschrift en het voorwerp van het(de) mandaat(aten);

2° de onverenigbaarheden;

3° de inhoud van de kandidatuurakte zodat bedoelde akte volledig kan worden geacht;

4° het adres waaraan de kandidatuurakte gericht wordt;

5° de termijn waarin de kandidatuurakte gezonden moet worden om ontvankelijk te zijn.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. R.40-23. Behoudens andersluidende bepaling, gebeurt elke verzending :

1° hetzij bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;

2° hetzij via elke gelijksoortige formule die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgen, ongeacht de dienst die de gebruikte post verdeelt;

3° hetzij door een akte tegen ontvangstbewijs in te dienen;

4° hetzij bij elektronisch aangetekende zending, waarbij het bewijs van de zending en van het moment van de zending alsook het bewijs van de identiteit van de afzender gekregen kunnen worden.

Art. R.40-24. § 1. In afwachting van de installatie van het in artikel D.28-10 bedoelde eenheidsloket worden de aanvragen tot erkenning en tot subsidiëring van de milieuverenigingen alsook de activiteitenverslagen en algemene verslagen m.b.t. de uitvoering van de milieuactieplannen ingediend op volgend adres : DGO3 (Département du développement), chaussée de Louvain 14, te 5000 Namen.

De verzoekende vereniging dient haar dossiers op twee dragers in, enerzijds, op papieren drager en anderzijds, d.m.v. een elektronisch formulier via een e-mail of alle andere digitale kanalen bepaald door het bestuur.

§ 2. In afwachting van de installatie van het eenheidsloket worden de termijnen van negentig dagen bedoeld in artikel R.40-13, § 3, en in artikel R.40-10, § 3, op honderd vijftig dagen gebracht. De termijnen van honderd vijftig dagen bedoeld in de artikelen R.40-3, § 4 en R.40-10, § 4, worden op honderd tachtig dagen gebracht.

Art. R.40-25. Het eenheidsloket wordt uiterlijk op 1 januari 2017 opgestart.”

**Art. 4.** Bij de eerste aanvraag tot erkenning als Federatie of net kan de verzoekende vereniging haar aanvraagdossier tegelijk met de aanvragen van minstens dertig van haar lid-verenigingen indienen om zich aan te passen aan de voorschriften van artikel D.28-6, 3.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015.

**Art. 6.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;  
C. DI ANTONIO